

« Merci, commandant Charles ! »

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste – 27/03/11

Le 17 mars 2011, Andry Rajoelina a voulu fêter ses deux ans d'accession au pouvoir en offrant une image d'ouverture. Il a donc remplacé son Premier ministre Vital Camille par... Camille Vital. La HAT (Haute autorité de transition) est passée experte dans l'art de respecter la lettre des textes ou des accords tout en violant l'esprit. Le général Camille Vital, partisan incontestable d'Andry Rajoelina, est maintenant qualifié de «consensuel» et de «neutre». Depuis le «changement extraconstitutionnel», doux euphémisme que Norbert Ratsirahonana a trouvé pour «coup d'état», la sémantique est bien rodée.

Les opposants, composés des trois ex-présidents (Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana) ont rejeté en chœur cette mascarade, tout en perdant dans l'histoire encore quelques lieutenants, comme Yves Aimé Rakotoarison. Ce dernier, membre de la mouvance Ravalomanana et animateur des réunions du Magro a trahi (un de plus) dans l'espoir de devenir «premier-ministre de consensus». En guise de consolation, il deviendra ministre chargé des relations avec les institutions. Les dirigeants s'amuse et amusent la galerie tout en poursuivant tranquillement leur plan initial : perdurer le plus longtemps possible aux commandes. L'astuce consiste à mettre sur le dos des autres la prolongation d'une gouvernance désastreuse sur le plan économique et social. La HAT procède donc en permanence à une inversion des valeurs et des responsabilités. Mamy Rakotoarivelo, ancien président de l'Assemblée nationale, et un des porte-paroles des légalistes, est en train d'en faire l'expérience.

Arrêté le 15 mars, suite à la dénonciation de deux individus, sa garde-à-vue a été prolongée de 15 jours. Tsimba et Misa l'auraient impliqué dans la ténébreuse histoire de l'attentat contre Andry Rajoelina qui aurait eu lieu dans la nuit du 2 mars. Ni victimes, ni dégâts, encore moins de témoins, la famille des deux hommes accusent la DST (Direction de la sécurité du territoire) de les avoir torturés pour les obliger à accuser l'ancien député. La DST est à la police judiciaire ce que la FIS (Forces d'intervention spéciale) est à la gendarmerie : une entité directement rattachée à la Présidence, donc à Andry Rajoelina, aux statuts et missions peu clairs et qui peuvent tout se permettre, y compris des violations de procédure et des atteintes aux Droits de l'homme.

Cette tentative d'éliminer un adversaire politique est si cousue de fil blanc que la France, le 17 mars, par la voix de Bernard Valéro, porte-parole du Quai d'Orsay, n'a pu que prendre note «avec une certaine préoccupation, de la procédure judiciaire». Contrarié par la réaction française, des médias pro-HAT demandent que les bi-nationaux (comme l'ancien parlementaire) qui s'impliquent politiquement à Madagascar renient leur citoyenneté hexagonale. Emportés par leurs ressentiments, ils ont oublié qu'Andry Rajoelina et Camille Vital possèdent eux aussi la double nationalité, des comptes en banque et des propriétés en France.

On ne change pas une méthode qui a montré son efficacité. Raharinaivo Andrianatoandro (voir article : [«La fuite en avant»](#)), puis Fetison Rakotonirina (voir article : [«Demain sera un autre jour...»](#)), représentants successifs de l'ancien président, sont aussi passés par là. Rien de tel qu'un bon séjour à l'ombre pour se remettre les idées en place. A la sortie, on leur propose d'intégrer une équipe gouvernementale «consensuelle» afin d'isoler Ravalomanana de ses bases. Raharinaivo a cédé, la HAT ne désespère pas que Fetison et Mamy Rakotoarivelo fassent de même.

Dans cet imbroglio politico-judiciaire, -la DST a doublé l'Emmoreg (la gendarmerie) du général Ravalomanana (homonyme de l'ex-chef d'état)-, une voix s'est fait entendre, celle d'Alain Ramaroson, qui prétend mener sa propre enquête. Ce responsable de la commission de sécurité de la HAT n'a évidemment pas vocation à ce genre de tâche. Mais lui aussi fait ce qu'il veut. Fils de bonne famille, «chouchou» des Tananariviens en son temps, qui voyait en lui un champion de la démocratie, comme le furent Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, son image a changé du tout au tout avec le coup d'état. Il a été nommément accusé par le lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina, actuellement en prison après le coup de force de la BANI (voir article : [«Demain sera un autre jour... »](#)), et par Albert Zafy. Il aurait planifié et organisé avec quelques autres le «Black Monday» et la tuerie du 7 février (voir articles : [«C'est la guerre...»](#) et [«auto-acquittement de la HAT»](#)) parce qu'«il fallait que du sang soit versé» pour retourner l'opinion.

Les aveux écrits de l'officier qui a participé activement au coup d'état (c'est lui qui a menacé les généraux à qui Marc Ravalomanana a remis le pouvoir) sont parfaitement recevables par un tribunal. Mais chose curieuse, il s'est fait traiter de «dérangé mental» par la ministre de la justice. Quant à Alain Ramarason, sa réputation est si sulfureuse que la plupart des journalistes n'ont pas osé écrire son nom quand ils ont rapporté les propos du «commandant Charles» et du vieux Zafy. Il y a quelques raisons à cela. Ses hommes de main sont ces fameuses «milices» dénoncées aussi bien par les légalistes que l'Union Européenne.

Andry Rajoelina appela une nouvelle fois le commandant Andrianasoaïna Charles et lui demanda de faire sur les moyens même sous la menace des armes pour que les 03 généraux abandonnent la partie.
 Exécution à la lettre de l'ordre de Andry Rajoelina par le commandant Andrianasoaïna Charles.
 Les 03 généraux ont vraiment subi la menace des armes.
 Au cours de cette même conversation, Andry Rajoelina communique au commandant Andrianasoaïna Charles que Norbert Ratsirahonana est actuellement en train de rédiger un texte juridique relatif au transfert de pouvoir et dicte par la suite le contenu du dit texte.
 Le dit texte a été par la suite remis aux 03 généraux et rédigé au propre par le général Rabarison Ranto pour être lu devant la presse.
 Monsieur Norbert Ratsirahonana arriva enfin au CAPSAT avec une ordonnance de transfert de pouvoir différente de celle écrite par le général.
 Pour terminer, Norbert Ratsirahonana et les 03 généraux s'installent au Grot-apus du Carole mess Soanierana pour procéder à la signature des ordonnances et entant que le plus ancien dans le grade le plus élevé parmi les 03 généraux, le Vice-amiral Rabarison Rantison Hippolyte lit à entre coeurs l'ordonnance de transfert de pouvoir.

Les anciens officiers putschistes, en particulier le «commandant Charles» et le général Noël Rakotonandrasana se sont rachetés aux yeux de beaucoup de Malgaches. Du fond de leurs cellules, ils ont donné moult détails et des noms, permettant de mieux comprendre les événements. Ils ont innocenté de ce fait plusieurs personnes, dont l'ancien chef de l'état sur les chefs d'inculpation les plus graves. On comprend pourquoi la HAT n'a pas profité de sa volonté de retour pour l'arrêter à son arrivée et s'est évertuée à l'empêcher de débarquer le 19 février dernier.

La HAT continue ainsi son aventure en s'étant débarrassé au passage de ses «petites mains». Les officiers côtiers qui se sont battus pour l'arrivée d'Andry Rajoelina au pouvoir sont presque tous virés ou en prison. Il en est de même pour Roindefo Monja, dont Norbert Ratsirahonana ne voulait pas. C'est normal ! L'idéologie de ce dernier, c'est : «un Mérima au pouvoir». On peut dire ce qu'on veut de ces putschistes issus du Sud (et je l'ai dit, il suffit de relire mon blog) mais ils étaient courageux, et pour certains d'entre eux, sincères dans leur désir de changement. Ils ont été trompés. Les bénéficiaires du coup d'état sont pour la plupart des originaires des Hauts-Plateaux, qui ne sont apparus sur la place du 13 mai que mi-mars 2009, lorsque tout danger était écarté. On peut remercier ces officiers d'avoir tenté de réparer leur folie du 17 mars 2009 et de redonner ainsi un peu d'honneur à l'armée et au pays. L'histoire les jugera moins sévèrement que les traîtres et les retors qui cherchent désespérément à échapper à l'indignité quitte à tuer et à emprisonner des innocents...

Le nouveau gouvernement présenté le 26 mars, qui n'est, ni d'union nationale, ni de réconciliation ne sera pas reconnu par la communauté internationale. Une arrivée remarquable cependant : celle de Pierrot Rajaonarivelo, toujours sous le coup d'une condamnation pour détournement de biens publics et pas encore amnistié, comme ministre de l'Economie. La France l'avait déjà proposé en 2002 dans un gouvernement transitoire, où il y aurait eu des ravalomananistes et des ratsirakistes. Je le sais, c'est moi qui étais au Quai d'Orsay avec Guy Rajemison pour défendre Ravalomanana. L'ancien président se serait sans doute évité beaucoup d'ennuis s'il avait nommé une équipe diplomatique digne de ce nom à Paris, qui aurait désamorcé certains soutiens extérieurs de la HAT en amont.

Seule note d'espoir : Nadine Ramarason a été reconduite à son poste de ministre de la population bien qu'elle ne soit pas en odeur de sainteté auprès de certains caciques du pouvoir. Elle agace avec ses dénonciations de la corruption et ses appels à la prise de conscience du peuple pour qu'il ne se laisse plus manipuler par les politiciens, qu'elle qualifie «d'affamés». Mais Camille Vital lui a rendu un hommage appuyé lors du retour de 86 petites bonnes du Liban et d'un enfant par un vol spécial le 23 mars. C'est un dossier qu'elle a porté à bout de bras pendant des mois tandis que certains de ses collègues s'occupaient de business de bois de rose avec les Chinois. La popularité de la ministre est telle que la HAT aurait pris un

risque inconsidéré en la changeant. Elle m'avait confié qu'en 2009, «on» ne voulait pas lui donner un poste. Et Roindefo Monja m'a confirmé que c'est lui qui a fait le forcing pour qu'elle ait sa place de ministre. Il ne lui reste plus qu'à se faire un prénom puisque le nom a été préempté par quelqu'un d'autre...

Photo : Les aveux manuscrits, circonstanciés, détaillés, datés et signés du lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina où il décrit le déroulement de la journée folle du 17 mars 2009. Mais la ministre de la justice a décrété qu'il était "un irresponsable...qui devrait se faire consulter...", s'arrogeant ainsi les compétences d'un psychiatre et d'un expert médical...

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>